

Le gros blues des instituteurs

En pénurie, le métier d'enseignant du primaire et de la maternelle n'attire plus les jeunes. Certains, en poste, y renoncent avant la retraite. La mauvaise réputation du job n'arrange rien. - Texte: Nicolas Sohy -

On a tous eu et on a forcément une opinion sur les instituteurs de primaire et de maternelle. Ils se plaindraient ainsi beaucoup. Trop, eu égard à leurs horaires plutôt légers et au nombre de leurs congés. En fait, dans l'opinion publique, la profession est largement dévalorisée. Et peu importe que son rôle soit fondamental - dispenser aux élèves l'instruction de base nécessaire pour en faire des citoyens avertis et capables de s'épanouir, peu de Belges peuvent se vanter de jouer un rôle aussi essentiel. Il est loin le temps où le maître bénéficiait du respect des parents, des élèves et donc de la société entière.

“À l'époque, la plupart des gens étaient faiblement scolarisés, rappelle Bernard Rey, professeur en sciences de l'éducation à l'ULB. L'instituteur faisait partie des rangs intellectuels. Aujourd'hui, la plupart des Belges ont leur diplôme de secondaire inférieur et beaucoup ont leur CESS. Depuis lors, on constate une dégradation de la réputation du métier.” Ce manque de considération pousse les enseignants à fuir la petite école. Un jeune diplômé sur trois renonce dans les cinq premières années et un sur cinq dès la première, d'après une étude de l'UCL.

À la recherche du remplaçant perdu

En sortant de rhéto, les étudiants ne sont par ailleurs plus tentés par les filières académiques. En 2005, 5.806 jeunes adultes étaient inscrits dans une école normale. En 2016, ils étaient 5.341. La différence ne saute pas aux yeux, mais il s'agit tout de même d'une baisse de presque 10 %. En ajoutant les profs qui arrêtent prématurément, la situation devient réellement problématique. Au point que fin février, les autorités de l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont déclaré en pénurie les métiers du primaire et de la maternelle. Ce qui implique que les personnes en réorientation de carrière peuvent entamer des études tout en conservant leurs droits de chômage. *“Ce qui ne résoudra pas la pénurie. Peu de personnes reprennent des études”*, glisse Joseph Thonon, président de la CGSP Enseignement.

Dans les établissements scolaires, on s'étonne que la presse soit surprise. *“La pénurie est arrivée il y a cinq ans et n'a fait qu'empirer progressivement, regrette Carine Destatte, directrice de l'école fondamentale attachée à l'Athénée royal de Mons 1 et coprésidente de l'Association des directeurs de l'enseignement fondamental. À l'époque, quand un professeur était absent pour maladie ou congé de maternité, on nous envoyait automatiquement un remplaçant. Il y a deux ou trois ans, on nous a dit de chercher par nous-mêmes et aujourd'hui, surtout en fin d'année, on n'en trouve plus.”* Rien ne semble avoir été fait pour limiter les dégâts, si ce n'est autoriser des personnes sans les titres requis à intégrer les classes. Désormais en effet, n'importe quel titulaire d'un diplôme de base du même niveau que celui d'instituteur et d'un certificat pédagogique peut gérer sa vingtaine d'élèves. Dans certains cas, si l'expérience professionnelle est suffisante, cette équivalence n'est même pas nécessaire.

La solution unanimement partagée pour éviter que la pénurie s'aggrave est de rendre le métier plus

attractif. Pour cela, il faudrait jouer sur plusieurs tableaux à la fois. D'abord, la précarité du job en début de carrière serait un véritable obstacle. Il n'est plus rare qu'un jeune diplômé accumule trois à cinq ans de contrats de remplacement, de mi-temps, voire de quart temps avant de devenir titulaire de sa classe et plus encore d'être nommé à titre définitif. *"En maternelle, précise Joseph Thonon, un travailleur peut attendre 10 ans avant de décrocher un poste stable. Ce n'est pas viable quand on veut fonder une famille ou acheter une maison. On comprend pourquoi quelques-uns privilégient un job alimentaire. Et quand ils ont changé de voie, difficile de revenir dans l'enseignement..."*

Ensuite, revoir la formation est essentiel. Sur ce point, le gouvernement communautaire agit. Dès la rentrée 2019, les études supérieures des profs de maternelle et de primaire passeront de trois à quatre ans, comme c'est déjà le cas dans la plupart des → → pays européens. L'objectif est de mieux former les étudiants aux nouvelles réalités du job, c'est-à-dire aux méthodes d'évaluation des élèves, à la détection des troubles de l'apprentissage, aux neurosciences et aux nouvelles solutions de remédiation. Comme le prévoit le Pacte pour un enseignement d'excellence, la formation continue sera également renforcée.

"La société, l'éducation et l'instruction se complexifient, poursuit Nathalie Bourdouxhe, directrice de la Haute école libre mosane à Huy. L'instituteur cumule désormais les casquettes. Plusieurs enfants, notamment à cause des familles recomposées, passent plus de temps à l'école que n'importe où ailleurs. Leur seul repère stable est l'école. Ça implique un attachement particulier et donc une prise en charge adaptée. Il faut former les enseignants à ces nouvelles réalités."

Une titulaire montoise de 4^e primaire riche de 21 ans d'expérience poursuit: *"Certains parents pensent qu'on est là pour éduquer leurs enfants. Il arrive qu'ils nous décrédibilisent devant eux. Ils ont beau avoir 9*

ans, ils comprennent assez vite et nous manquent ensuite de respect. Ce qui me contrarie également, c'est d'entendre qu'on ne travaille pas. Je défie quiconque de passer 6 heures par jour avec 20 élèves incapables de rester calmes. Je rappelle par ailleurs que notre métier ne s'arrête pas après la sonnerie. En plus des 22 heures de classe par semaine, mon contrat en comprend 14 de préparations et corrections. Si je fais le compte, j'en fais 45, y compris le week-end. Sans parler des élèves qui nous racontent leurs problèmes à la maison et les cas de harcèlement qu'on observe déjà en fin de primaire. On ne peut pas rester insensible à cela. Ça nous travaille. Puis, à force d'entendre que l'enseignement en Belgique est mauvais, on se sent un peu responsable. C'est parfois dur pour le moral. Je me doute que plusieurs de vos lecteurs penseront que j'exagère. Mais c'est une réalité"...

Tu sais, c'est pas si facile

Les étudiants seraient les premiers à ne pas se prendre au sérieux. Nathalie Bourdouxhe espère que l'allongement de la formation changera leur mentalité. *"Une part non négligeable des inscrits viennent ici par défaut. Ce choix n'est pas toujours 100 % personnel. Soit ils ont échoué dans une autre branche. Soit ils sortent de rhéto et sont attirés par ce qu'ils croient être des études faciles. Ils viennent d'options sociales et aiment les enfants. Alors ils se disent pourquoi pas... Sauf que ces études demandent beaucoup de travail. Par conséquent, ils sont nombreux à déchanter. En fin de première année académique... la moitié a renoncé."* Enfin, la revalorisation de la profession n'ira pas sans amélioration salariale. Actuellement, un instituteur gagne max 1.690 euros en début de carrière. Il doit attendre 12 ans pour toucher le salaire moyen de

2.000 euros. Des discussions sont en cours pour revoir ces montants à la hausse suite au rallongement des études. Les revenus pourraient être calqués sur ceux actuels du secondaire supérieur et atteindraient ainsi les 1.929 euros mensuels net en début de carrière. Sans compter que les profs ne bénéficient pas de 13^e mois, de chèques repas, de voiture de société, ni d'aucun avantage extralégal.

Grâce aux améliorations en cours, Carine Destatte voit l'avenir avec beaucoup d'optimisme. La directrice montoise sait néanmoins que ces toutes prochaines années seront forcément difficiles, à cause d'un cercle vicieux qu'il n'est vraisemblablement plus possible d'interrompre dans l'immédiat. *“Il est impensable qu'un enseignant puisse commencer l'apprentissage d'une nouvelle matière, s'il a dans sa classe quelques élèves d'un autre âge ou niveau parce qu'il doit remplacer un prof absent. En plus des cours à proprement parler, la pénurie cause des problèmes de logistique. Les professeurs participent aussi à la surveillance des récréations, aux garderies, à l'encadrement. Ils ont donc une plus grosse pression sur les épaules, ce qui peut engendrer de la fatigue et un moral à zéro, et donc encore plus d'absences.”*

À la rentrée prochaine, les écoles pourront encore vraisemblablement débiter l'année avec une équipe au complet. *“Mais je ne suis pas certaine qu'on pourra remplacer tous les absents de Fédération Wallonie-Bruxelles, termine-t-elle. Je crains qu'à la rentrée suivante, ou dans trois ans, on soit forcé de commencer avec un effectif insuffisant.”* Il faudra attendre les premiers diplômés du nouveau cursus de quatre ans pour espérer en finir avec la pénurie... ✖

Beaucoup choisissent les études d'instit après un échec dans une autre branche, parce qu'ils les croient plus faciles.

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT NEUF AUX MEILLEURES CONDITIONS?

DU 01.02.18
AU 01.04.18

21%
0% TVA*

SUR UNE SÉLECTION D'APPARTEMENTS NEUFS

*Offre soumise à conditions, valable pour tout compromis signé entre le 01.02.18 et le 01.04.18, sur une sélection de projets et sous réserve de disponibilité. Remise équivalente à une TVA réduite à 0% sur la première tranche du prix construction variant selon le type d'appartement.

TP
THOMAS & PIRON
BATIMENT
APPARTEMENTS & CONSTRUCTEURS

Découvrez tous nos projets sur www.thomas-piron.eu

Les nouvelles phases de Jambes (Enhaive), Ottignies et Arquennes ainsi que les nouveaux projets d'Evere, Waterloo, Nivelles, Louvain-la-Neuve, Erpent, Beaufays et les projets d'Ixelles, Ciney et Grez-Doiceau ne participent pas à l'action 0%.

INFOS: **081 32 50 20** | appartements@thomas-piron.eu

BCKFO008

Vos enfants sont les vrais perdants

Lorsqu'un instituteur est absent, ses élèves sont confiés à ses collègues, sans l'attention qu'ils méritent.

Les élèves belges francophones portent ces dernières années le bonnet d'âne dans diverses études comparatives internationales. La pénurie pourrait y être pour quelque chose. *“Quand l'absence dure un jour, ça va. On leur donne des exercices à faire. C'est toujours utile, nuance Carine Destatte, coprésidente de l'Association des directeurs d'école fondamentale. Mais quand elle est prolongée, ça se complique. Les élèves n'ont pas les explications nécessaires et ça appuie l'inégalité scolaire. Ceux qui ont des facilités s'ennuient, les autres ne s'améliorent pas.”* Bernard Rey, professeur en sciences de l'éducation à l'ULB, ajoute: *“L'opinion publique pense que le métier d'instituteur est facile, car il concerne des matières de base. En réalité, il y a peu de boulots plus complexes. On le voit quand un ingénieur assure une mission de prof de maths dans le secondaire, par exemple. Souvent les élèves ne comprennent rien, car il n'a pas les méthodes”.*

L'instituteur doit, lui, parvenir à susciter des *“révolutions mentales”*. Rey poursuit: *“La première a lieu en fin de maternelle, début du primaire lorsqu'on apprend à lire. La plupart des enfants sont convaincus que plus un concept est grand, plus le mot qui le représente est long. Expliquer à un enfant qu'un train a cinq lettres et une locomotive, plus petite qu'un train, en a dix est extrêmement compliqué. Une autre révolution mentale arrive en fin de primaire au moment d'apprendre les chiffres décimaux et les fractions. Or, si les enseignants sont absents, ou accumulent trop de retard et doivent ensuite précipiter les choses, ces déclics ont lieu plus difficilement et les élèves peuvent avoir des lacunes profondes durant toute leur vie”.*